

Interview Paul Quilès, ministre de la Défense de 1985 à 1986, prône l'abandon de l'arme nucléaire :

Par LAURE NOUALHAT

Ex-ministre de la Défense de François Mitterrand de septembre 1985 à mars 1986, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale de 1997 à 2002, Paul Quilès déconstruit ce qu'il appelle les mythes de la dissuasion nucléaire française. Il vient de publier *Nucléaire, un mensonge français* (1), consacré au nucléaire militaire. Il va présenter une contribution thématique pour le prochain congrès du PS sur ce thème. Que Michel Rocard a accepté de signer.

Quels «mythes» du nucléaire militaire avez-vous répertoriés ?

Il existe une batterie d'éléments de langage qui revient régulièrement sur ce sujet. On mentionne souvent l'arme comme une «assurance-vie» pour le pays. En réalité, les assurances-vie ne servent qu'aux survivants, la bombe s'apparente plutôt à une assurance-mort. Et si c'est une assurance-vie, au nom de quel principe interdire aux autres pays d'en disposer ? On dit que la dissuasion interdit toute attaque nucléaire. Dans ce cas, pourquoi prévoir un coûteux bouclier antimissile, dont l'existence signe l'échec de la logique de dissuasion ? On nous dit que cet armement ne coûte pas cher. Il coûte 3,5 milliards d'euros par an ! Et il coûtera bientôt plus, lorsqu'il faudra renouveler des équipements comme les sous-marins lanceur d'engins. Cela fait beaucoup d'argent consacré à quelque chose qui n'est pas censé servir. Au niveau mondial, les dépenses devraient s'élever à 700 milliards de dollars ces dix prochaines années. Les défenseurs de la bombe disent que notre arsenal correspond au principe de «stricte suffisance». Mais la suffisance a-t-elle besoin d'être stricte ? On veut faire croire que l'armement est calculé au millimètre. Mais il est impossible de définir un niveau de suffisance au-delà duquel l'arme nucléaire serait déstabilisante et en deçà duquel elle perdrait sa crédibilité. On nous dit aussi que la bombe assure notre indépendance, mais envisage-t-on de se défendre seuls contre une attaque nucléaire ? Venant d'où ? De Chine ? D'Iran ? De Corée du Nord ? Puis il y a le mythe fondateur, celui selon lequel la France dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU grâce à la bombe... C'est faux : en 1945, parmi les membres permanents, seuls les Etats-Unis disposaient de la bombe atomique. Les armes nucléaires n'ont pas empêché les nombreuses guerres de la seconde partie du XX^e siècle.

Pourquoi un tel consensus dans la classe politique sur ce sujet ?

Les politiques ne veulent pas de débat sur cette question. Ils préfèrent postuler qu'il y a un consensus, mais c'est un terme mystificateur. Un débat supposerait la confrontation et les désaccords, ainsi qu'une information complète du public, des conditions qui ne sont pas réunies aujourd'hui. La droite est très imbibée de la doctrine gaullienne selon laquelle la puissance de la France, sur la scène internationale, provient de la bombe. Et la gauche s'y est convertie au début des années 80. Pourtant, en 1986, lors du sommet de Reykjavík, Reagan et Gorbatchev donnaient le coup d'envoi de la réduction de leurs arsenaux nucléaires...

Les détracteurs du désarmement estiment que cette posture n'est pas réaliste.

Dans le discours français actuel, l'arme nucléaire est «l'ultime garantie de l'indépendance nationale de la France et de son autonomie de décision stratégique». Le monde a changé. Aujourd'hui, il serait illusoire de vouloir fonder la sécurité de la France principalement sur la détention de l'arme nucléaire. Du temps de la guerre froide, le nucléaire dissuadait d'une agression massive avec des moyens conventionnels. Aujourd'hui, il n'est plus besoin de nucléaire pour assurer notre défense face à des attaques conventionnelles, du reste fort improbables. Le nucléaire ne dissuade donc plus que du nucléaire. Il pourrait aussi garder la capacité de dissuader l'emploi des armes chimiques ou biologiques. Mais la plupart des pays sont liés par un traité d'élimination des armes chimiques sous contrôle international. Si ce n'est pas encore le cas des armes biologiques, c'est à cause d'un blocage américain. **Comment désarmer la France ?**

Compte tenu de la disproportion entre les arsenaux russes et américains, d'une part, et ceux des autres puissances nucléaires, d'autre part, je vois mal la France adopter une stratégie de désarmement unilatéral. Mais elle pourrait s'engager à geler les modernisations en cours, comme celle du missile M51, dont on a allongé la portée à 9 000 km. On pourrait aussi renoncer à la composante aérienne des forces nucléaires. On oublie que l'Allemagne n'a pas d'arme nucléaire et qu'elle n'en est pas moins puissante. La Suède, l'Afrique du Sud ont renoncé à l'arme atomique. Je rappelle qu'Obama défend l'idée d'un monde sans armes nucléaires.